

Délibération N° 2025-12-08-SPO

Convention de participation financière pour
les travaux sur les courts de tennis et le
terrain de padel de la section Tennis de l'USF
Omnisport.

**Département du Val-de-Marne
Arrondissement de Nogent-sur-Marne****Nombre de membres composant**

Le Conseil Municipal.....	45
Membres en exercice.....	45
Présent.e.s ou représenté.e.s à la séance.....	41
Absent.e.s	4

SÉANCE DU 18 décembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le **dix-huit**, les membres composant le Conseil municipal de la Commune de Fontenay-sous-Bois, dûment convoqués le **onze décembre**, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances, sous la présidence de **Monsieur Jean-Philippe GAUTRAIS, Maire**.

ÉTAIENT PRÉSENT.E.S

M.GAUTRAIS, M. CORNELIS, Mme FENASSE, M. SEYE, Mme NIAKHATE, M. MORA, Mme LELU, M. DAMIANI, M. GUENICHE, Mme NAIT-BAHLOUL, M. ORJEBIN, Mme BOUHADA, Mme CHARDIN, M. BRUNET, Mme MAFFRE-BOUCLET, M. MALLERIN, Mme GAUTHIER, M. CLERGET, M. LEBLANC, Mme GARNIER, M. MULLER, M. BATTAL, Mme SAINT GAL, Mme TRANCART, M. FOURESTIER, Mme CHAMBRE-MARTIN, M. MATHIEU, M. BERTRAND, Mme LAROQUE, Mme CAZALS, M. TARGUI (arrivé point 14), Mme CACAIS-BARANGER, M. NOMBO POATY (arrivé point 4), M. LACHELACHE (arrivé point 6), Mme VIENNEY (arrivée point 6), M. KEITA (arrivé point 6)

EXCUSÉ.E.S - REPRÉSENTÉ.E.S

Mme KLOPP

a donné mandat à M. GAUTRAIS

Mme AVOGNON ZONON

a donné mandat à Mme FENASSE

Mme BENZIANE

a donné mandat à Mme SAINT GAL

Mme VIENNEY

a donné mandat à M. LACHELACHE

Mme MICHEL

a donné mandat à Mme TRANCART

M. DAUMONT-LEROUX

a donné mandat à M. ORJEBIN

M. DE LA CROIX

a donné mandat à M. BERTRAND

ABSENT.E.S

Mme INDJA, M. RISPAL (arrivé point 9), M. TARGUI (arrivé point 14) , Mme LARABI

Le président ayant ouvert la séance, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil.

Mme FENASSE ayant obtenu la majorité des voix, a été désignée pour remplir cette fonction qu'elle a accepté.

LE CONSEIL,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-21 et L.2121-29 ;
VU la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux Droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
VU le Code de la propriété des personnes publiques, notamment son article L. 2125-1 ;
VU le Budget de la Commune pour 2025 ;
CONSIDERANT que la Ville est propriétaire et gestionnaire des courts de tennis et du terrain de padel du stade Georges Le Tiec, mis à disposition de l'association Union sportive fontenaysienne, section Tennis (« U.S.F. Tennis ») ;
CONSIDERANT qu'elle assure seule la maîtrise d'ouvrage des travaux de réfection, d'entretien lourd et de mise aux normes à intervenir ;
CONSIDERANT qu'afin de contribuer au maintien en bon état des équipements utilisés, l'association U.S.F. Tennis s'engage à participer financièrement aux travaux de réfection des équipements qu'elle utilise, réalisés par Ville en 2024 et 2025, et ce à hauteur de 50% du coût desdits travaux, soit la somme de huit mille cinq cents euros (8 500 €) par an et ce, pendant toute la durée de la convention à intervenir ;
CONSIDERANT la nécessité de formaliser les modalités de cette participation avec l'association Union sportive fontenaysienne, section Tennis, par la conclusion d'une convention conclue à titre précaire, pour une durée de 20 ans, et dont la reconduction ne pourra intervenir que de manière expresse ;

Sur avis de la Commission des Finances,**Après en avoir délibéré****À L'UNANIMITÉ****DECIDE,**

Article 1^{er} : D'approuver la passation d'une convention pour une durée de vingt années, conclue à titre précaire, entre la Ville de Fontenay-sous-Bois et l'Association - Union sportive fontenaysienne, section Tennis - jointe à la présente délibération.

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention, ses annexes ainsi que tout document y afférent et à prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de celle-ci.

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Fontenay-sous-Bois dans le délai de deux mois à compter de sa notification (ou de sa publication). L'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Melun – 43, rue du Général de Gaulle - 77000 Melun – dans le délai de deux mois :

- à compter de la notification (ou de la publication) de la délibération ;
- à compter de la réponse de l'administration, si un recours administratif a été préalablement formé. »

Transmission électronique en

Préfecture du Val-de-Marne

le **22 DEC. 2025**

Publication

le **23 DEC. 2025**

Notification

le

Certifié exécutoire

Le Maire,



POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Philippe GAUTRAIS

Maire

